

Polémique en Algérie : un ministre demande aux femmes mariées de reverser leur salaire à l'Etat

écrit par Laveritetriomphera | 1 décembre 2016



Chantal Nare, 😡 choquée.

2 min · Ouagadougou, Kadiogo, Burkina Faso · 🌐 ▼

J'espère pouvoir trouver une réponse pour vous chère madame la ministre. Mais bon, je ne connais pas les réalités de la femme algérienne mais ce propos me laisse perplexe. Voulez vous que la femme travaille, et reverse "entièrement" son salaire à l'Etat? Sous prétexte que : « Nous, les femmes cadres, avons des maris qui subviennent à nos besoins. Nous pouvons aider notre pays qui a assuré notre éducation et nous a donné la chance de faire carrière. Lui céder la totalité de nos salaires serait la moindre des choses », a déclaré Mounia Meslem, la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition féminine"

Qui vous dit d'ailleurs que les femmes cadres sont prises en charge par leur mari? La répartition des charges à la maison, vous en savez quelque chose certainement?

Ce genre d'idées ne peuvent venir que de femmes qui reçoivent tout des hommes. Mais de grâce ne mettez pas l'avenir des femmes battantes de votre pays en danger. vous êtes dans le gouvernement pour être une solution pour les femmes pas pour les arnaquer pour le compte du gouvernement.

Le ministre algérien en charge du Droit des femmes a suscité un tollé après avoir déclaré que les Algériennes mariées et ayant un travail devraient reverser leur salaire entier à l'Etat, actuellement victime d'une importante crise financière.

«Nous, les femmes cadres, avons des maris qui subviennent à nos besoins. Nous pouvons aider notre pays qui a assuré notre éducation et nous a donné la chance de faire carrière. Lui céder la totalité de nos salaires serait la moindre des choses»,

a affirmé le ministre algérien de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition féminine, Mounia Meslem, à la [chaîne El Bilad TV](#) le 30 novembre.

Alors que l'Algérie fait face à une importante crise financière due à la chute des cours du pétrole, cette responsable politique a proposé d'être la première à renoncer à son salaire, proposant aux autres citoyennes de faire de même «en signe de solidarité» pour le pays, comme le rapporte le [site d'information Tout sur l'Algérie](#).

La solution proposée par Mounia Meslem n'a pas plu à tout le monde sur les réseaux sociaux, plusieurs femmes y voyant une atteinte à leurs droits fondamentaux.



Chantal Nare, 😡 choquée.

2 min - Ouagadougou, Kadiogo, Burkina Faso - 🌐 ▼

J'espère pouvoir trouver une réponse pour vous chère madame la ministre. Mais bon, je ne connais pas les réalités de la femme algérienne mais ce propos me laisse perplexe. Voulez vous que la femme travaille, et reverse "entièrement" son salaire à l'Etat? Sous prétexte que : « Nous, les femmes cadres, avons des maris qui subviennent à nos besoins. Nous pouvons aider notre pays qui a assuré notre éducation et nous a donné la chance de faire carrière. Lui céder la totalité de nos salaires serait la moindre des choses », a déclaré Mounia Meslem, la ministre de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition féminine"

Qui vous dit d'ailleurs que les femmes cadres sont prises en charge par leur mari? La répartition des charges à la maison, vous en savez quelque chose certainement?

Ce genre d'idées ne peuvent venir que de femmes qui reçoivent tout des hommes. Mais de grâce ne mettez pas l'avenir des femmes battantes de votre pays en danger. vous êtes dans le gouvernement pour être une solution pour les femmes pas pour les arnaquer pour le compte du gouvernement.

«Message qui vient du passé» ou encore «nouveau type d'esclavage», a-t-on pu lire parmi les réactions sur les réseaux sociaux.

«Ça aurait pu être un article du Gorafi mais non», a commenté une autre internaute.

En Algérie, ce n'est pas la première fois que la question du droit des femmes fait l'objet de polémiques. En septembre, une enquête avait été ouverte par le ministère de l'Education nationale sur une [affaire de lycéennes non-voilées](#), qui auraient été refoulées à l'entrée de leur lycée le jour de la rentrée des classes. Démentie par les autorités, l'information avait alors suscité un vif débat sur le droit des femmes à ne pas arborer le foulard.

Par ailleurs, toujours en septembre, l'ONG de défense des droits de l'homme Amnesty International avait mis en garde face à l'augmentation des violences faites aux femmes après la mort d'une Algérienne brûlée vive.

<https://français.rt.com/international/29971-algerie-ministre-condition-feminine-demande-femmes-mariees-reverser-salaire-etat>